

INSTITUT D'ÉMISSION
DES DÉPARTEMENTS
D'OUTRE –MER

BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE

« Suivi de la conjoncture financière et bancaire »

N° 127 – 1^{er} trimestre 2006

Juin 2006

Sommaire

<i>Méthodologie</i>	5
<i>1. Synthèse</i>	7
<i>2. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	9
<i>Les placements des ménages</i>	10
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	11
<i>3. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	12
<i>3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	12
<i>L'endettement des ménages</i>	13
<i>L'endettement des entreprises</i>	14
<i>3.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	15
<i>4. La position extérieure nette du système bancaire local</i>	16
<i>5. Les risques sectoriels</i>	17
<i>6. Rappel des taux</i>	19
<i>6.1 Taux réglementés</i>	19
<i>6.2 Principaux taux de marché</i>	19
<i>6.3 Taux de l'usure</i>	19
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	20
<i>7.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	20
<i>7.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	20

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Banque Postale et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par les établissements installés localement ou non.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, Natexis-Banques Populaires.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 45 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, au faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

5) Position extérieure nette

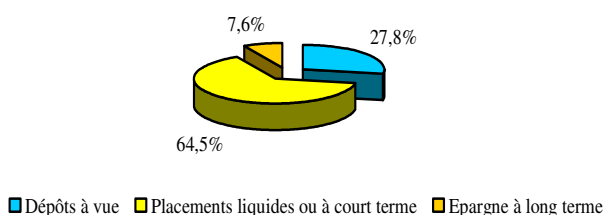
La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre avoirs et engagements extérieurs des établissements de crédit de la place.

1. Synthèse

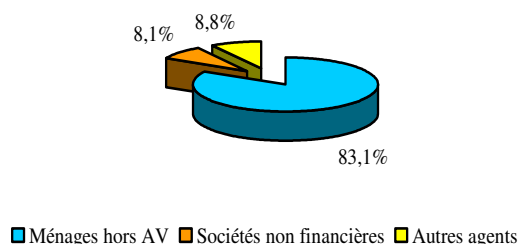
Actifs financiers

Au 31 mars 2006, le **total des actifs** financiers, hors assurance vie, s'élevait à 156,064 millions d'euros. Ce montant s'inscrit en baisse de 3,8% par rapport au dernier trimestre 2005 et de 1,4% en glissement annuel. Ce sont les sociétés non financières et les autres agents qui contribuent le plus largement à la diminution des actifs par rapport au 1^{er} trimestre 2005 (avec respectivement - 12,4% et - 7%), alors que l'encours des ménages a sobrement augmenté (+ 1,7%). Les ménages détiennent 83,1% des actifs financiers, soit une progression de 1,5 points par rapport au 1^{er} trimestre 2005 et de 2,9 point par rapport au trimestre précédent. A noter que la répartition des actifs par agents varie traditionnellement peu d'un trimestre à l'autre, quelle que soit la catégorie d'agents.

Répartition des actifs par nature au 31 mars 2006



Répartition des actifs par agents au 31 mars 2006



Le total des actifs hors assurance vie est composé des dépôts à vue, des placements liquides ou à court terme et de l'épargne à long terme (hors assurance vie). La part de chacun de ces éléments dans le total des actifs reste stable d'une année à l'autre. Les dépôts à vue représentaient 28,4% du total des actifs en mars 2004, 28,3% en mars 2005 et 29% en mars 2006. Les variations de la part des placements liquides ou à court terme dans le total des actifs ne sont pas significatives (passant de 69% en mars 2004 à 68,6% en mars 2005 et à 67,3% en mars 2006). L'épargne à long terme hors assurance vie a augmenté de 20,8% en un an et de 34,6% en deux ans. L'impact de l'épargne à long terme sur le total des actifs financiers est très mesuré car seuls les ménages épargnent et uniquement à hauteur de 9,1% des actifs qu'ils possèdent, mais aussi parce que d'autres placements ne sont pas recensés dans ces statistiques.

En variation trimestrielle, le montant des dépôts à vue a diminué de près de 14% en un trimestre ; l'épargne à long terme de 5,1%. Seuls les placements liquides ou à court terme ont varié positivement sur la période (+ 1,1%).

Le total des actifs des **sociétés non financières** est de 12,576 millions d'euros. Ils sont en recul de 14,2% en trois mois et de 12,4% en un an. Les actifs financiers des sociétés non financières se composent uniquement des dépôts à vue et des placements liquides ou à court terme. Les dépôts à vue ont nettement diminué. Ils enregistrent une baisse trimestrielle de 31,5%. Inversement, les placements liquides ou à court terme sont en hausse de 48% ce trimestre. Les placements liquides ou à court terme comprennent les placements indexés sur les taux de marché et les comptes d'épargne à régime spécial. Les placements indexés sur les taux de marché ont connu une forte variation trimestrielle (+ 46,7%), passant de 3,181 millions d'euros à 4,666 millions.

Les actifs des **ménages** représentaient 129,715 millions d'euros (hors assurance-vie) au 31 mars 2006. A noter les faibles variations des actifs des ménages hors assurance-vie (- 0,3% en glissement trimestriel et + 0,5% en glissement annuel). Les dépôts à vue correspondent à 22,3 % du total des actifs des ménages hors assurance-vie, les placements liquides 73,3% et enfin l'épargne à long terme hors assurance vie 4,4%. Cette dernière se compose essentiellement de plans épargne logement (PEL) et d'OPCVM non monétaires. Depuis deux trimestres, les PEL dépassent le seuil des 2 millions d'euros.

Les **autres agents** ont connu une baisse de leurs avoirs de 21% par rapport au 4^{ème} trimestre 2005 avec 13,773 millions d'euros. Cette diminution s'explique majoritairement par la sensible contraction des dépôts à vue, - 29,5% en un trimestre.

Passifs financiers

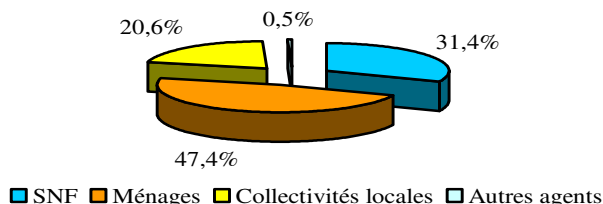
L'ensemble des crédits octroyés par les établissements de crédit, locaux ou non, s'élevait à 145,651 millions d'euros au 31 mars 2006, soit une augmentation de 1,6% en un an. Ils sont répartis entre les entreprises (31,4% des crédits accordés), les ménages (47,4%), les collectivités locales (20,6%) et les autres agents (0,6%). La part de l'encours sain dans le total des encours est de 87,4%. Le montant des créances douteuses brutes a augmenté de 83,3% en un an. Près de 85% des crédits accordés aux acteurs économiques locaux sont contractés dans les établissements de crédit de la zone. Cette part est stable au cours du temps (86% en mars 2005 et 83,8% en mars 2004).

Les emprunts contractés par les **entreprises locales** auprès des établissements locaux atteignent 43,839 millions d'euros fin mars 2006. Les crédits d'exploitation représentent 46,8% des sommes prêtées, contre 30,3% pour les crédits d'investissement. La plupart des dettes contractées par les entreprises a diminué au cours du 1^{er} trimestre de l'année. Seuls les comptes ordinaires débiteurs et les crédits d'investissement ont connu une variation positive d'un trimestre à l'autre (respectivement + 8,1% et + 0,9%). Pour le deuxième trimestre consécutif, il n'y a eu aucun crédit à l'habitat contracté par les entreprises du territoire. Le taux de créances douteuses brutes dépasse les 20 %. Même s'ils s'inscrivent en recul par rapport au trimestre précédent, les créances douteuses brutes ont quasiment triplé en deux ans (passant de 3,809 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2004 à 9,323 millions au 1^{er} trimestre 2006).

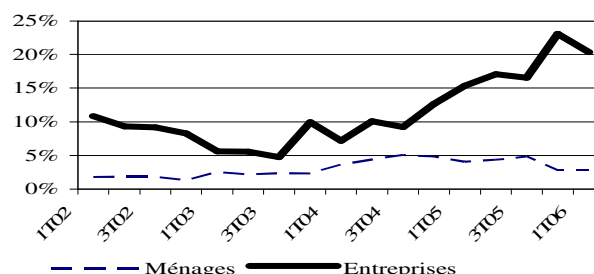
L'encours local des **ménages** totalise 62,703 millions d'euros, dont 79,7% de crédits à l'habitat et 10% de crédits à la consommation. A noter concernant les ménages, que la part des dettes contractées auprès des établissements de crédit de la zone diminue au profit d'établissements non installés localement. Ainsi, les crédits à l'habitat octroyés par des établissements non implantés localement ont augmenté de 74,6% en un an. Les crédits à la consommation ont cru de 25,9% sur la même période. 3,9% de l'encours total est considéré comme douteux, soit + 1,1 point en un trimestre et + 0,1 point en un an.

Les crédits accordés localement aux **collectivités locales** sont passés de 13,633 millions à 16,004 millions d'euros, soit 17,4% de plus par rapport au 31 mars 2005. Les crédits à l'équipement constituent l'essentiel des emprunts contractés (40,3% du total de l'encours). 46,7% des emprunts contractés par les collectivités locales se font auprès d'établissements de crédit hors zone (50,1% en mars 2004 et 48,2% en mars 2005). Depuis le 3^{ème} trimestre 2005, le taux de créances douteuses total (établissements locaux ou pas) associé aux collectivités est important, il dépasse désormais 20% de l'encours total, passant de 13,8% au 3^{ème} trimestre 2005, à 16,8% au 4^{ème} et 21,1% au 1^{er} trimestre 2006.

Répartition des crédits par agents au 31 mars 2006



Evolution des créances douteuses dans l'encours



La situation extérieure nette du système bancaire local est largement excédentaire. Il dégage un excédent de 49,649 millions d'euros, en baisse de 3% en trois mois et 1% en un an.

Les risques recensés au Service Central des Risques

Au 31 mars 2006, l'encours des crédits aux entreprises et administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait à 74,626 millions d'euros, en baisse de 6,1 % par rapport au 31 mars 2005. Le secteur « administration et collectivités locales » est le plus touché, il représente 32,6 % du total de l'encours. Avec 17,3 %, le secteur de l'immobilier, de la location et du service aux entreprises se place en deuxième position. A contrario, la part de l'agriculture, la pêche et l'aquaculture est l'une des plus faibles, avec 4,4 % du total.

En terme d'évolution en glissement annuel, c'est le secteur du commerce qui affiche la baisse la plus notable (-24,8 %). Inversement, les plus fortes progressions sont enregistrées par le secteur de l'industrie et de l'énergie (+ 25,5 %) et celui de l'hôtellerie et de la restauration (+ 20,4 %).

On assiste à une modification de la composition de l'encours par rapport au 1^{er} trimestre 2005. L'encours à moyen et long terme des secteurs primaire et de l'hôtellerie et de la restauration augmente au détriment de l'encours de court terme. La tendance est inversée pour les secteurs de l'industrie et de l'énergie, du commerce et des transports et de la communication.

2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

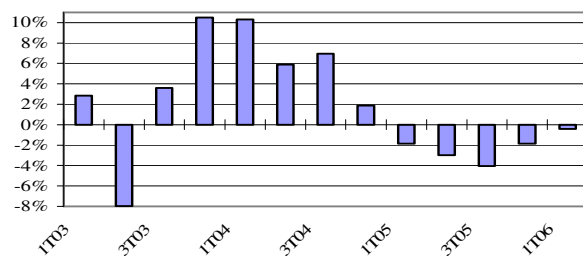
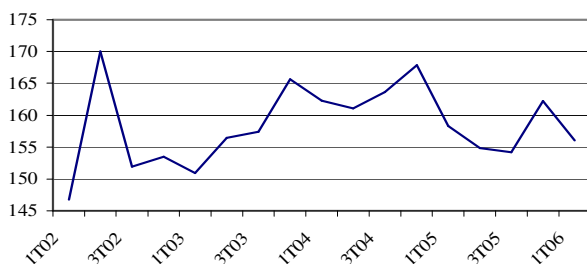
	31-mars-04	30-juin-04	30-sept-04	31-déc-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept-05	31-déc-05	31-mars-06	Variations	
										1 an	1 trim.
Sociétés non financières	14,385	11,723	14,927	15,940	14,362	13,197	12,296	14,662	12,576	-12,4%	-14,2%
Dépôts à vue	9,722	8,064	10,128	11,276	8,763	8,924	7,821	11,481	7,868	-10,2%	-31,5%
Placements liquides ou à court terme	4,663	3,659	4,799	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,708	-15,9%	48,0%
Comptes d'épargne à régime spécial									0,042		
Placements indexés sur les taux de marché	4,663	3,659	4,799	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,666	-16,7%	46,7%
dont comptes à terme	4,583	3,579	4,799	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,666	-16,7%	46,7%
OPCVM monétaires											
certificats de dépôt											
Epargne à long terme											
dont OPCVM non monétaires											
Ménages	134,598	136,479	138,084	137,582	134,174	135,672	136,394	137,529	136,420	1,7%	-0,8%
Dépôts à vue	25,122	27,499	29,684	28,745	27,312	29,111	29,399	29,114	28,955	6,0%	-0,5%
Placements liquides ou à court terme	100,976	99,960	99,313	99,293	96,951	95,438	94,389	95,301	95,017	-2,0%	-0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	28,798	28,983	29,628	31,058	31,510	32,083	32,349	33,526	33,552	6,5%	0,1%
Livrets ordinaires	24,748	24,861	25,497	26,729	27,073	27,530	27,700	28,521	28,406	4,9%	-0,4%
Livrets A et bleus	3,697	3,773	3,774	3,953	4,054	4,169	4,245	4,586	4,719	16,4%	2,9%
Livrets jeunes	0,328	0,322	0,332	0,350	0,355	0,355	0,355	0,370	0,382	7,6%	3,2%
Livrets d'épargne populaire											
CODEVI											
Comptes d'épargne logement	0,025	0,027	0,025	0,026	0,028	0,029	0,049	0,049	0,045	60,7%	-8,2%
Placements indexés sur les taux de marché	72,178	70,977	69,685	68,235	65,441	63,355	62,040	61,775	61,465	-6,1%	-0,5%
dont OPCVM monétaires											
Comptes créditeurs à terme	63,944	63,296	62,433	61,236	58,563	56,771	55,795	56,011	55,773	-4,8%	-0,4%
Epargne à long terme	8,500	9,020	9,087	9,544	9,911	11,123	12,606	13,114	12,448	25,6%	-5,1%
Plans d'épargne logement	1,417	1,494	1,559	1,612	1,642	1,909	1,720	2,015	2,061	25,5%	2,3%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Portefeuille-titres	2,850	2,939	2,798								
OPCVM non monétaires				2,995	3,111	3,378	3,544	3,682	3,682	18,4%	-
Contrats d'assurance-vie	4,233	4,587	4,730	4,937	5,158	5,836	7,342	7,417	6,705	30,0%	-9,6%
Autres agents	17,555	17,448	15,352	19,292	14,816	11,840	12,867	17,426	13,773	-7,0%	-21,0%
Dépôts à vue	11,261	11,314	9,504	13,679	8,778	6,435	7,517	11,952	8,432	-3,9%	-29,5%
Placements liquides ou à court terme	6,294	6,134	5,848	5,613	6,038	5,405	5,350	5,474	5,341	-11,5%	-2,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	4,148	3,846	3,821	3,782	3,939	3,368	3,377	3,448	3,265	-17,1%	-5,3%
Placements indexés sur les taux de marché	2,146	2,288	2,027	1,831	2,099	2,037	1,973	2,026	2,076	-1,1%	2,5%
Epargne à long terme											
Total actifs financiers	166,538	165,650	168,363	172,814	163,352	160,709	161,557	169,617	162,769	-0,4%	-4,0%
Dépôts à vue	46,105	46,877	49,316	53,700	44,853	44,470	44,737	52,547	45,255	0,9%	-13,9%
Placements liquides ou à court terme	111,933	109,753	109,960	109,570	108,588	105,116	104,214	103,956	105,066	-3,2%	1,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	32,946	32,829	33,449	34,840	35,449	35,451	35,726	36,974	36,859	4,0%	-0,3%
Placements indexés sur les taux de marché	78,987	76,924	76,511	74,730	73,139	69,665	68,488	66,982	68,207	-6,7%	1,8%
Epargne à long terme	8,500	9,020	9,087	9,544	9,911	11,123	12,606	13,114	12,448	25,6%	-5,1%

Ensemble des actifs financiers

(hors assurance-vie)

En millions d'euros

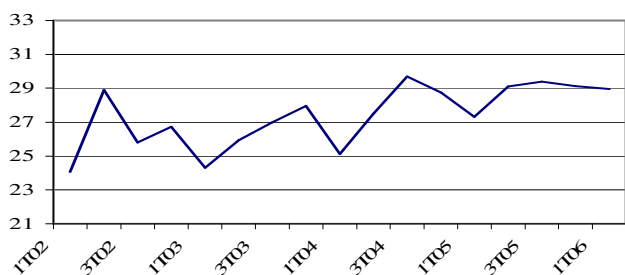
Variation en glissement annuel



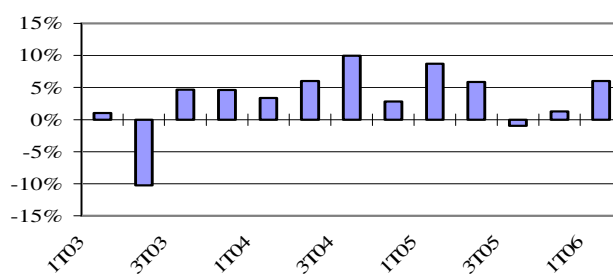
Les placements des ménages

Dépôts à vue

En millions d'euros

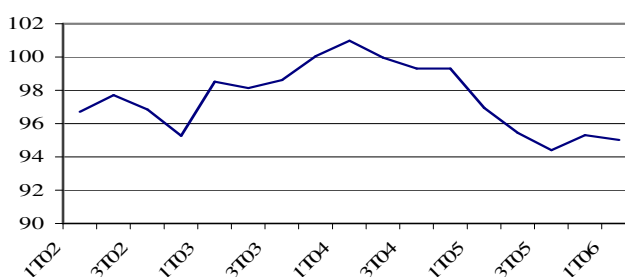


Variation en glissement annuel

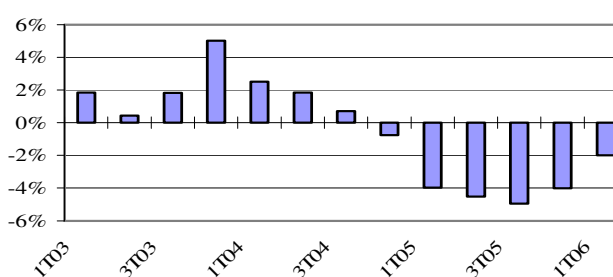


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

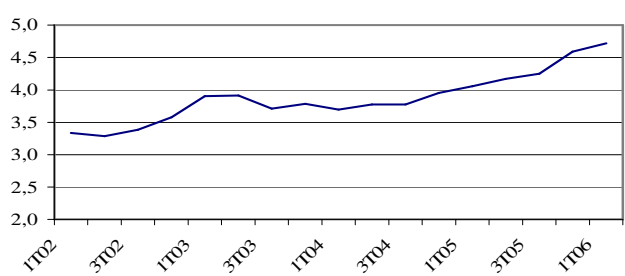


Variation en glissement annuel

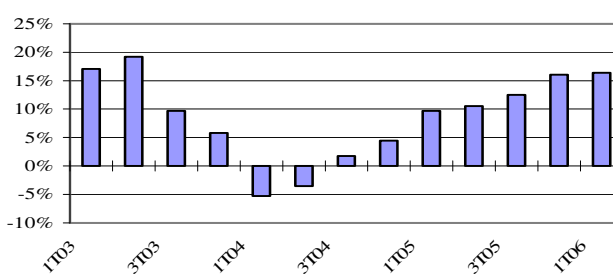


Livrets A et bleu

En millions d'euros

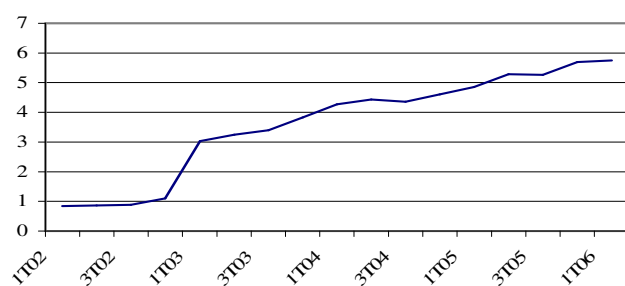


Variation en glissement annuel

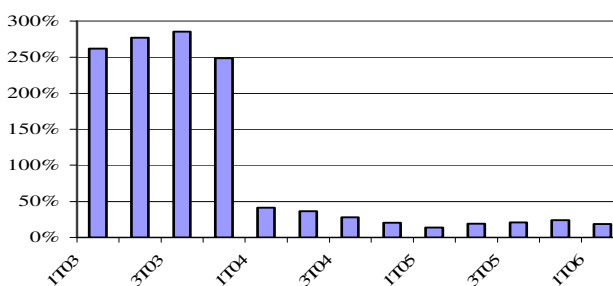


Epargne à long terme (hors assurance vie)

En millions d'euros

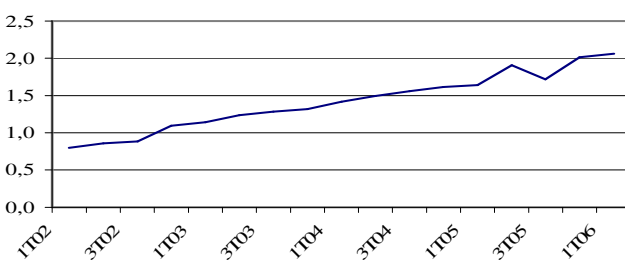


Variation en glissement annuel

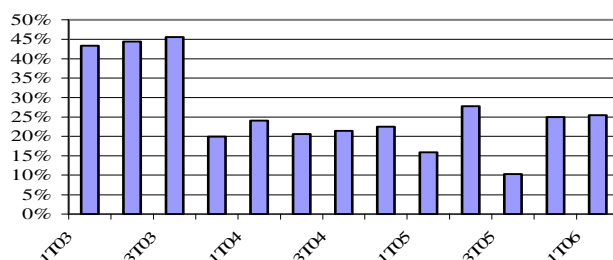


Plans d'épargne logement

En millions d'euros

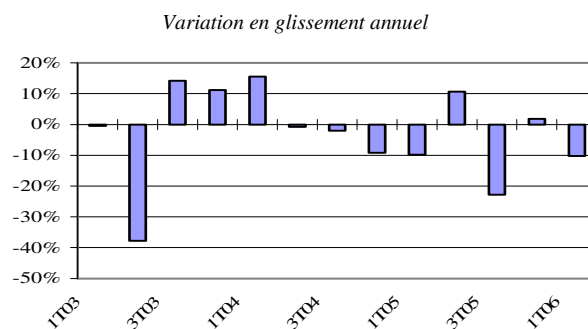
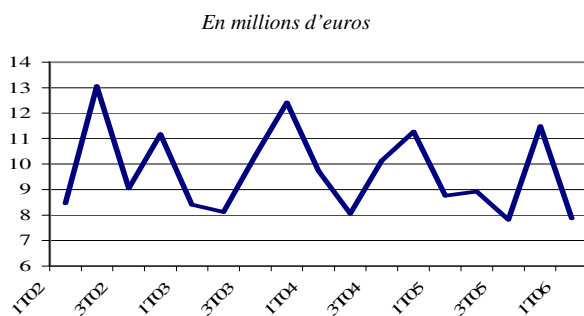


Variation en glissement annuel

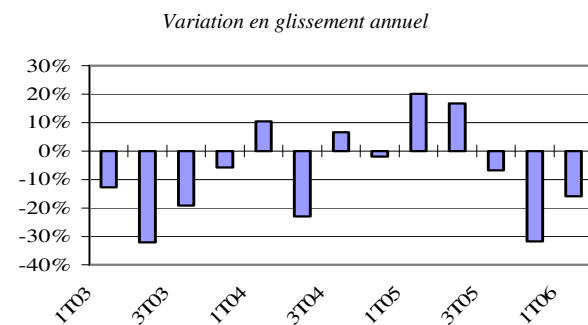
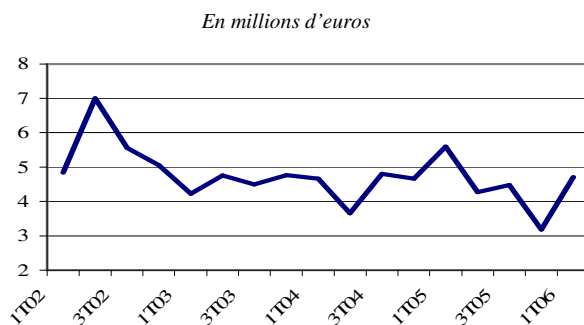


Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue



Placements liquides ou à court terme



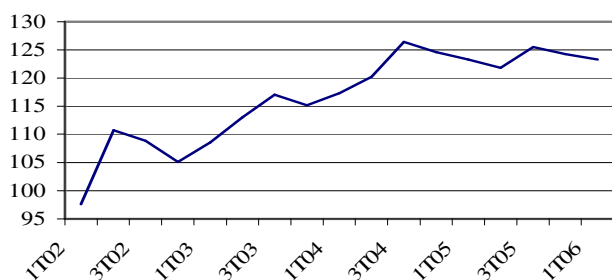
3. Les passifs financiers de la clientèle non financière

3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

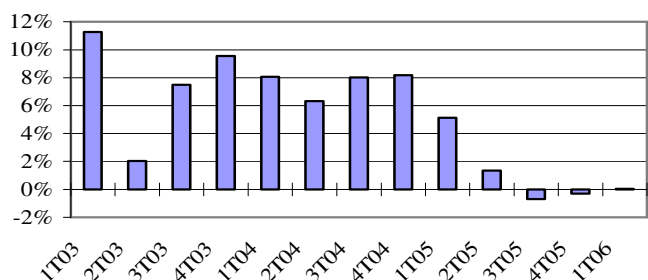
	31-mars-04	30-juin-04	30-sept-04	31-déc-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept-05	31-déc-05	31-mars-06	Variations	
										1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	16,042	16,276	18,984	14,888	15,620	14,805	15,671	20,631	20,527	31,4%	-0,5%
Créances commerciales	4,026	2,501	3,400	3,535	3,380	2,884	3,520	1,973	1,705	-49,6%	-13,6%
Crédits de trésorerie	0,032	0,197	1,550	0,326	0,364	0,374	0,108	8,544	7,885	2066,2%	-7,7%
Comptes ordinaires débiteurs	11,984	13,578	14,034	11,027	11,876	11,547	12,043	10,114	10,937	-7,9%	8,1%
Affectation										-	-
Crédits d'investissement	12,431	12,723	13,618	13,345	13,459	13,858	14,000	13,149	13,264	-1,4%	0,9%
Crédits à l'équipement	12,431	12,723	13,618	13,345	13,459	13,858	14,000	13,149	13,264	-1,4%	0,9%
Crédit-bail										-	-
Crédits à l'habitat	4,946	4,972	5,264	4,335	4,226	4,151	3,898			-100,0%	-
Autres crédits	3,879	3,901	4,294	5,466	4,279	4,541	4,719	0,761	0,725	-83,1%	-4,7%
Encours sain	37,298	37,872	42,160	38,034	37,584	37,355	38,288	34,541	34,516	-8,2%	-0,1%
Créances douteuses brutes	3,809	4,808	4,719	6,170	7,437	8,333	8,198	11,233	9,323	25,4%	-17,0%
Encours total	41,107	42,680	46,879	44,204	45,021	45,688	46,486	45,774	43,839	-2,6%	-4,2%
Taux de créances douteuses	9,5%	11,5%	10,2%	14,0%	16,7%	18,5%	18,0%	24,9%	21,8%	5,1	-3,1
Ménages											
Crédits à la consommation	5,536	5,508	5,859	5,542	5,302	5,675	5,827	6,425	6,287	18,6%	-2,1%
Crédits de trésorerie	2,771	3,123	3,793	4,453	4,366	4,835	4,976	5,594	5,482	25,6%	-2,0%
Comptes ordinaires débiteurs	2,681	2,303	1,984	1,009	0,857	0,762	0,773	0,755	0,730	-14,8%	-3,3%
Crédit-bail	0,084	0,082	0,082	0,080	0,079	0,078	0,078	0,076	0,075	-5,1%	-1,3%
Crédits à l'habitat	45,907	46,585	48,480	49,358	48,967	49,117	50,161	50,390	49,968	2,0%	-0,8%
Autres crédits	7,305	7,426	7,269	6,869	6,352	5,566	6,387	4,354	3,765	-40,7%	-13,5%
Encours sain	58,748	59,519	61,608	61,769	60,621	60,358	62,375	61,169	60,020	-1,0%	-1,9%
Créances douteuses brutes	1,120	2,194	2,908	2,795	2,390	2,559	3,139	1,838	2,683	12,3%	46,0%
Encours total	59,868	61,713	64,516	64,564	63,011	62,917	65,514	63,007	62,703	-0,5%	-0,5%
Taux de créances douteuses	1,9%	3,6%	4,5%	4,3%	3,8%	4,1%	4,8%	2,9%	4,3%	0,5	1,4
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	1,280	1,530	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,607	2,845	73,3%	9,1%
Crédits de trésorerie								0,347	0,203	-	-41,5%
Comptes ordinaires débiteurs	1,280	1,530	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,260	2,642	60,9%	16,9%
Crédits à l'équipement	7,631	7,759	7,625	7,481	9,431	8,511	6,805	6,621	6,452	-31,6%	-2,6%
Autres crédits	5,415	4,822	4,655	4,657	2,560	2,462	0,760	0,363	0,363	-85,8%	-
Encours sain	14,326	14,111	13,353	14,220	13,633	11,774	9,080	9,591	9,660	-29,1%	0,7%
Créances douteuses brutes							3,865	4,823	6,344	-	31,5%
Encours total	14,326	14,111	13,353	14,220	13,633	11,774	12,945	14,414	16,004	17,4%	11,0%
Taux de créances douteuses							29,9%	33,5%	39,6%	-	6,2
Autres agents											
Encours sain	1,989	1,673	1,656	1,622	1,619	1,432	0,597	1,033	0,782	-51,7%	-24,3%
Créances douteuses brutes			0,010					0,018	0,002	-	-86,6%
Encours total	1,989	1,673	1,666	1,622	1,619	1,432	0,597	1,051	0,784	-51,5%	31,4%
Taux de créances douteuses			0,6%					1,7%	0,3%	-	-1,4
TOTAL											
Encours sain	112,361	113,175	118,777	115,645	113,457	110,919	110,340	106,334	104,978	-7,5%	-1,3%
Créances douteuses brutes	4,929	7,002	7,638	8,965	9,827	10,892	15,202	17,912	18,353	86,8%	2,5%
Encours total	117,290	120,177	126,415	124,610	123,284	121,811	125,542	124,246	123,331	0,0%	-0,7%
Taux de créances douteuses	4,2%	5,8%	6,0%	7,2%	8,0%	8,9%	12,1%	14,4%	14,9%	6,9	0,5
Taux de provisionnement	72,5%	53,9%	51,2%	52,5%	49,0%	53,6%	62,2%	55,6%	58,4%	9,4	2,8

Ensemble des crédits des EC locaux

En millions d'euros

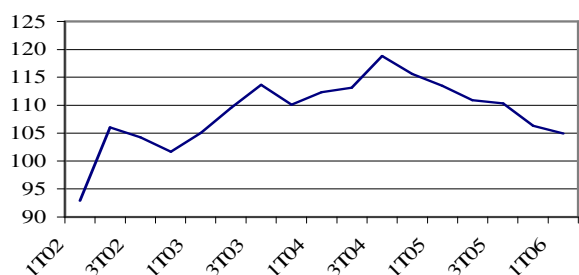


Variation en glissement annuel

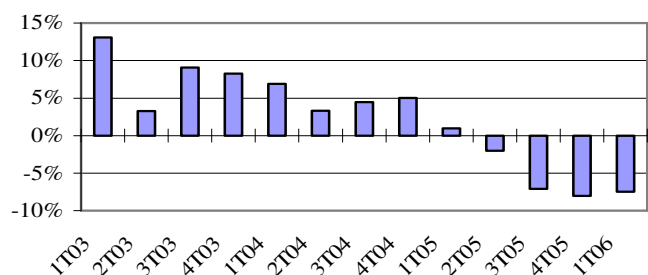


Encours de crédits sains des EC locaux

En millions d'euros



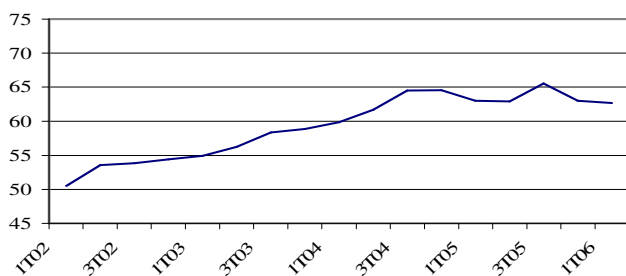
Variation en glissement annuel



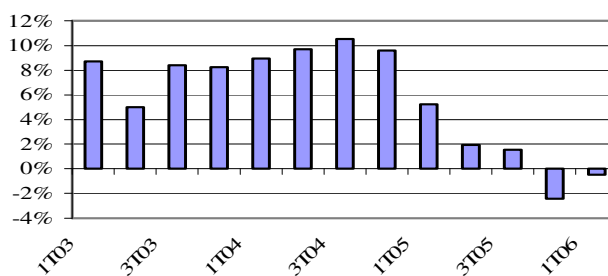
L'endettement des ménages

Ensemble des concours

En millions d'euros

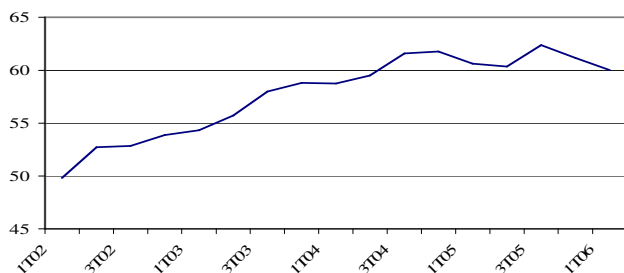


Variation en glissement annuel

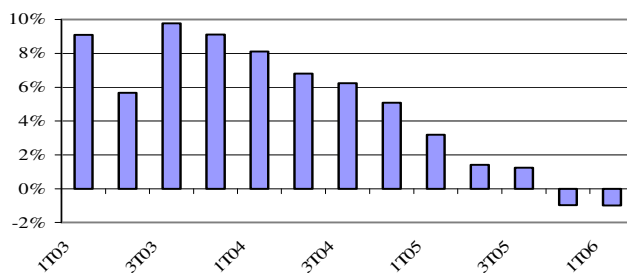


Ensemble des concours sains

En millions d'euros

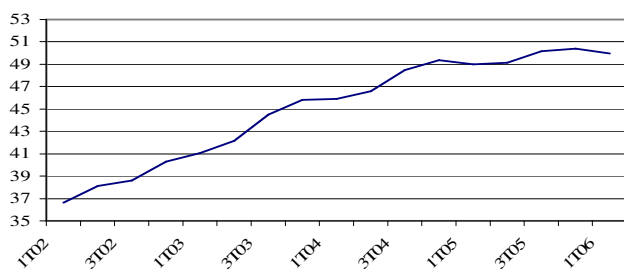


Variation en glissement annuel

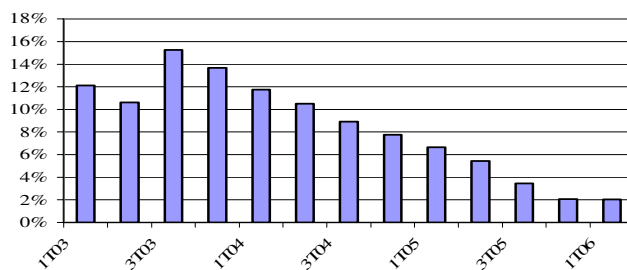


Crédits à l'habitat

En millions d'euros

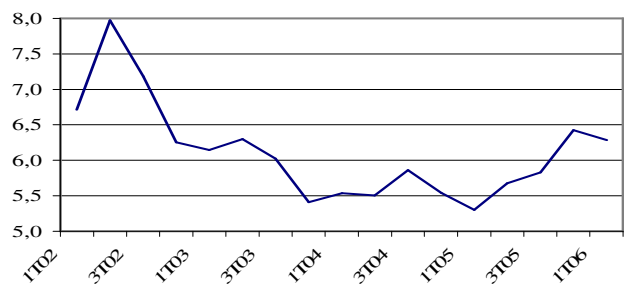


Variation en glissement annuel

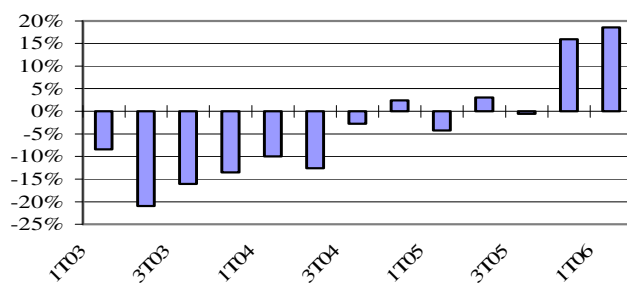


Crédits à la consommation

En millions d'euros

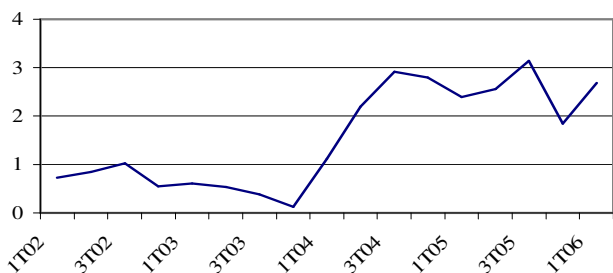


Variation en glissement annuel



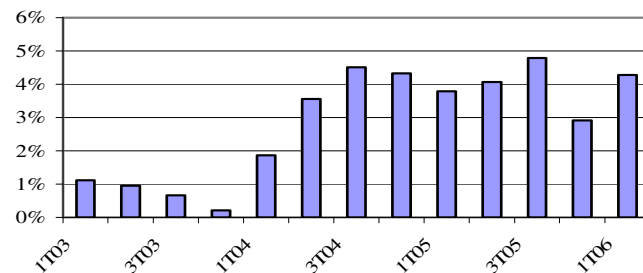
Créances douteuses brutes

En millions d'euros



Taux de créances douteuses

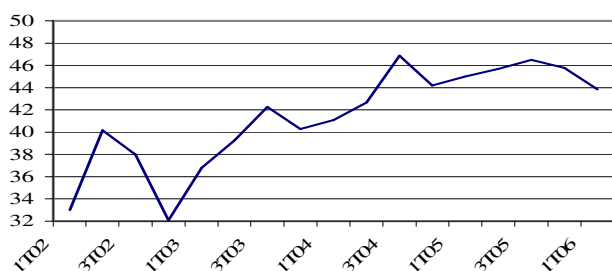
En pourcentage



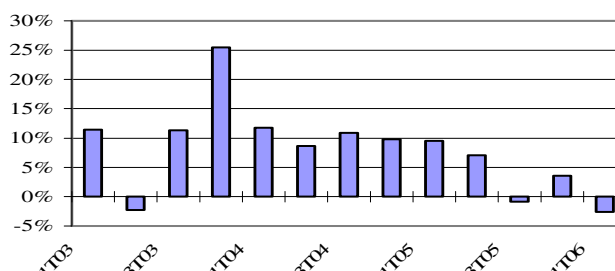
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

En millions d'euros

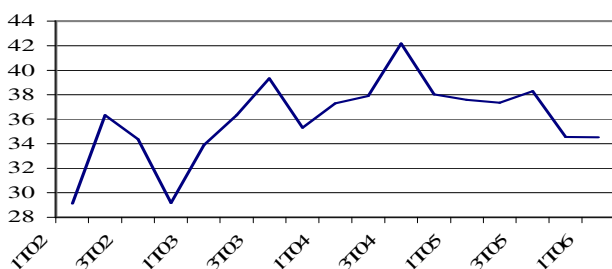


Variation en glissement annuel

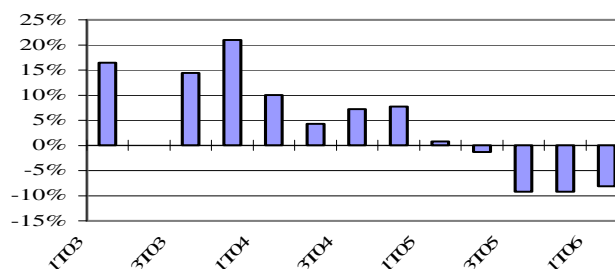


Ensemble des concours sains

En millions d'euros

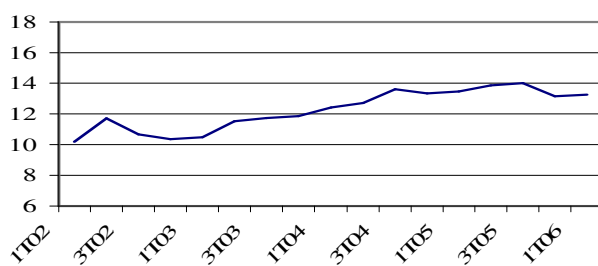


Variation en glissement annuel

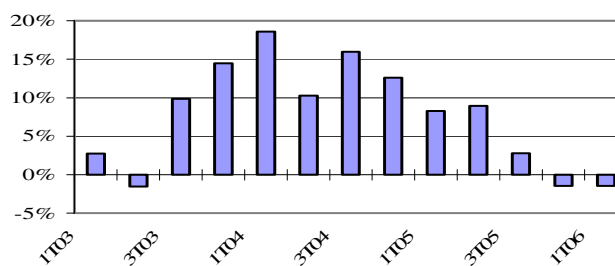


Crédits d'investissement

En millions d'euros

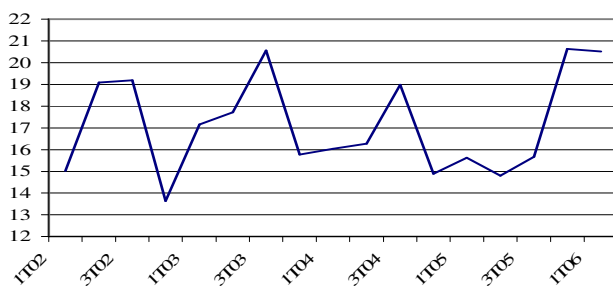


Variation en glissement annuel

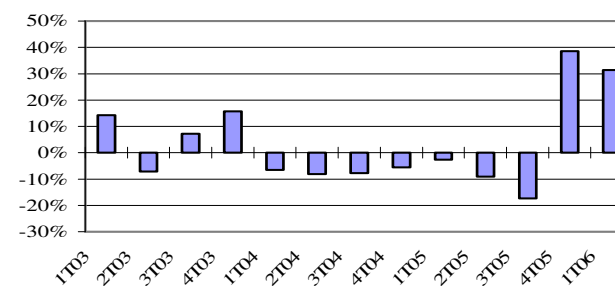


Crédits d'exploitation

En millions d'euros

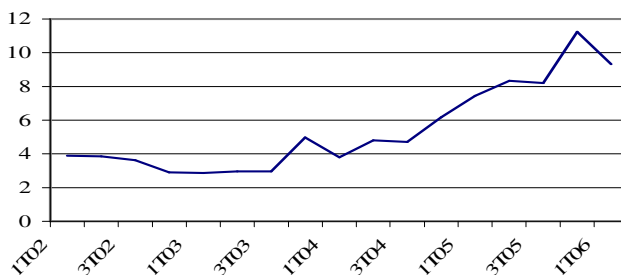


Variation en glissement annuel



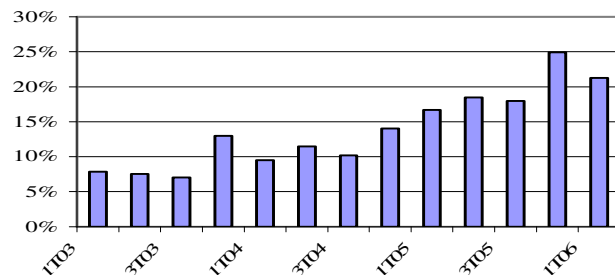
Créances douteuses brutes

En millions d'euros



Taux de créances douteuses

En pourcentage

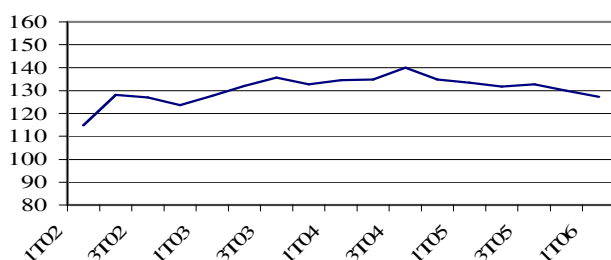


4.2 Concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit

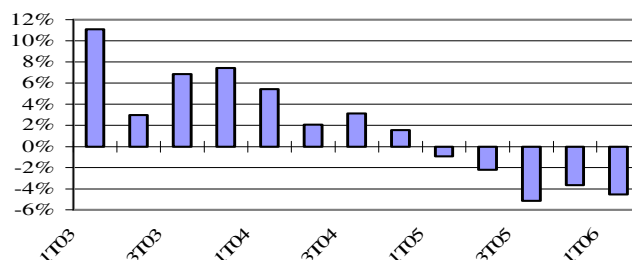
	31-mars-04	30-juin-04	30-sept-04	31-déc-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept-05	31-déc-05	31-mars-06	Variations	
										1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	16,042	16,276	18,984	14,888	15,620	14,805	15,671	20,631	20,527	31,4%	-0,5%
Créances commerciales	4,026	2,501	3,400	3,535	3,380	2,884	3,520	1,973	1,705	-49,6%	-13,6%
Crédits de trésorerie	0,032	0,197	1,550	0,326	0,364	0,374	0,108	8,544	7,885	2066,2%	-7,7%
Comptes ordinaires débiteurs	11,984	13,578	14,034	11,027	11,876	11,547	12,043	10,114	10,937	-7,9%	8,1%
Affacturage											
Crédits d'investissement	15,758	15,966	16,861	16,596	16,581	16,991	17,085	16,112	15,169	-8,5%	-5,9%
Crédits à l'équipement	15,758	15,966	16,861	16,596	16,581	16,991	17,085	16,112	15,169	-8,5%	-5,9%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat	4,946	4,972	5,264	4,335	4,226	4,151	3,898			-100,0%	-
Autres crédits	3,879	3,901	4,294	5,466	4,279	4,541	4,719	0,761	0,725	-83,1%	-4,7%
Encours sain	40,625	41,115	45,403	41,285	40,706	40,488	41,373	37,504	36,421	-10,5%	-2,9%
Créances douteuses brutes	3,809	4,839	4,750	6,170	7,437	8,333	8,198	11,233	9,323	25,4%	-17,0%
Encours total	44,434	45,954	50,153	47,455	48,143	48,821	49,571	48,737	45,744	-5,0%	-6,1%
Taux de créances douteuses	8,6%	10,5%	9,5%	13,0%	15,4%	17,1%	16,5%	23,0%	20,4%	4,9	-2,7
Ménages											
Crédits à la consommation	6,568	6,592	6,945	6,568	6,497	6,835	7,066	7,874	7,791	19,9%	-1,1%
Crédits de trésorerie	3,803	4,207	4,879	5,479	5,561	5,995	6,215	7,043	6,986	25,6%	-0,8%
Comptes ordinaires débiteurs	2,681	2,303	1,984	1,009	0,857	0,762	0,773	0,755	0,730	-14,8%	-3,3%
Crédit-bail	0,084	0,082	0,082	0,080	0,079	0,078	0,078	0,076	0,075	-5,1%	-1,3%
Crédits à l'habitat	49,151	49,846	51,551	51,275	51,750	52,022	53,215	55,335	54,826	5,9%	-0,9%
Autres crédits	7,305	7,426	7,269	6,869	6,352	5,570	6,388	4,354	3,765	-40,7%	-13,5%
Encours sain	63,024	63,864	65,765	64,712	64,599	64,427	66,669	67,563	66,382	2,8%	-1,7%
Créances douteuses brutes	1,614	2,642	3,301	3,094	2,587	2,928	3,383	1,933	2,706	4,6%	40,0%
Encours total	64,638	66,506	69,066	67,806	67,186	67,355	70,052	69,496	69,088	2,8%	-0,6%
Taux de créances douteuses	2,5%	4,0%	4,8%	4,6%	3,9%	4,3%	4,8%	2,8%	3,9%	0,1	1,1
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	1,280	1,530	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,607	2,845	73,3%	9,1%
Crédits de trésorerie								0,347	0,203	-	-41,5%
Comptes ordinaires débiteurs	1,280	1,530	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,260	2,642	60,9%	16,9%
Crédits à l'équipement	16,900	16,727	16,378	15,801	17,518	17,806	17,452	16,832	16,409	-6,3%	-2,5%
Autres crédits	10,504	9,657	9,490	9,238	7,141	6,789	5,087	4,436	4,436	-37,9%	-
Encours sain	28,684	27,914	26,941	27,121	26,301	25,396	24,054	23,875	23,690	-9,9%	-0,8%
Créances douteuses brutes							3,865	4,823	6,344	-	31,5%
Encours total	28,684	27,914	26,941	27,121	26,301	25,396	27,919	28,698	30,034	14,2%	4,7%
Taux de créances douteuses							13,8%	16,8%	21,1%	21,1	4,3
Autres agents											
Encours sain	2,220	1,904	1,887	1,764	1,717	1,530	0,695	1,033	0,782	-54,5%	-24,3%
Créances douteuses brutes			0,010					0,018	0,002	-	-86,6%
Encours total	2,220	1,904	1,897	1,764	1,717	1,530	0,695	1,051	0,784	-54,3%	-25,4%
Taux de créances douteuses								1,7%	0,3%	0,3	-1,4
TOTAL											
Encours sain	134,553	134,797	139,996	134,882	133,323	131,841	132,791	129,975	127,275	-4,5%	-2,1%
Créances douteuses brutes	5,423	7,481	8,062	9,264	10,024	11,261	15,446	18,007	18,376	83,3%	2,0%
Encours total	139,976	142,278	148,058	144,146	143,347	143,102	148,237	147,982	145,651	1,6%	-1,6%
Taux de créances douteuses	3,9%	5,3%	5,4%	6,4%	7,0%	7,9%	10,4%	12,2%	12,6%	5,6	0,4
Taux de provisionnement	65,9%	50,4%	48,5%	50,8%	48,1%	51,9%	61,3%	55,3%	58,4%	10,3	3,1

Encours sain total

En millions d'euros

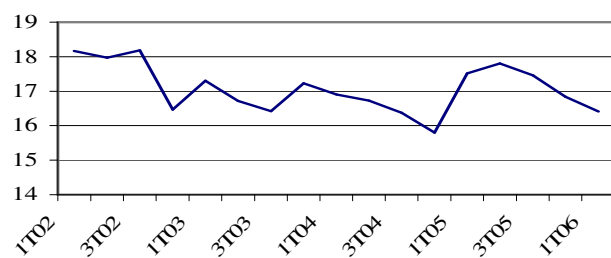


Variation en glissement annuel

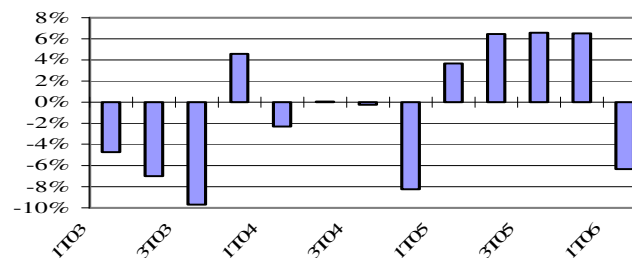


Encours de crédit d'équipement aux collectivités locales

En millions d'euros



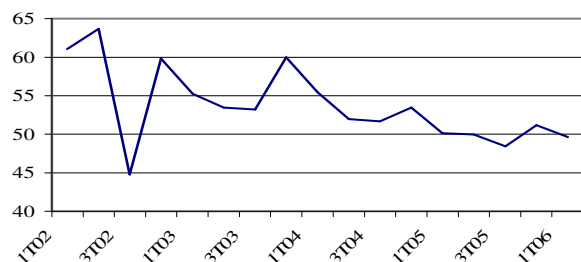
Variation en glissement annuel



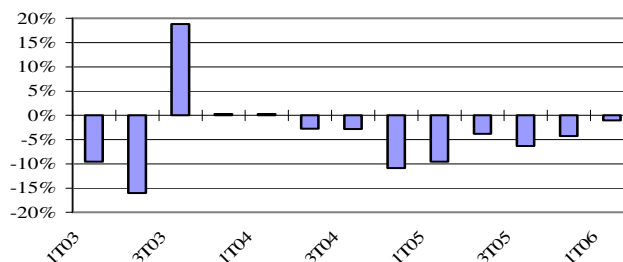
5. La position extérieure nette du système bancaire local

	31-mars-04	30-juin-04	30-sept.-04	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	Variations	
										1 an	1 trim.
Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)	82,789	83,102	82,479	92,162	87,270	85,669	78,483	80,291	77,807	-10,8%	-3,1%
Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)	27,352	31,121	30,784	38,685	37,113	35,676	30,028	29,089	28,158	-24,1%	-3,2%
Position extérieure nette du système bancaire local (A)-(B)	55,437	51,981	51,695	53,477	50,157	49,993	48,455	51,202	49,649	-1,0%	-3,0%

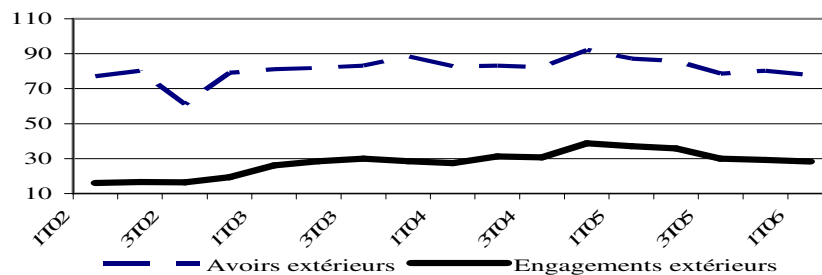
En millions d'euros



Variation en glissement annuel

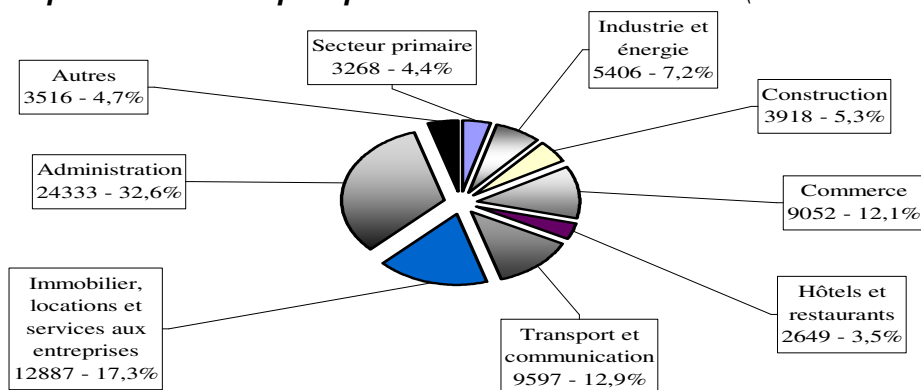


En millions d'euros

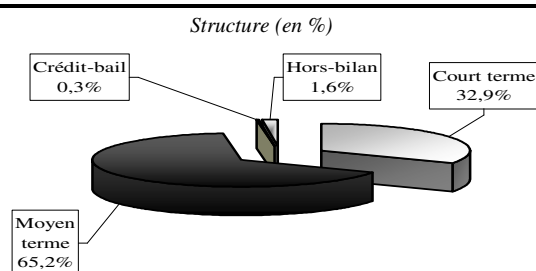
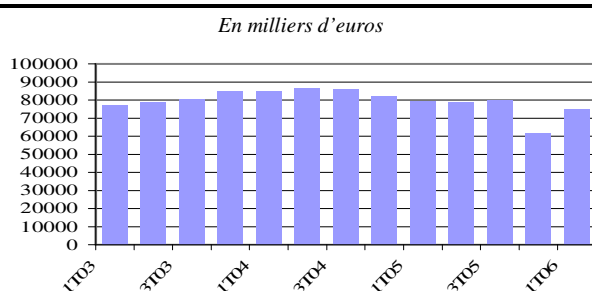


6. Les risques sectoriels

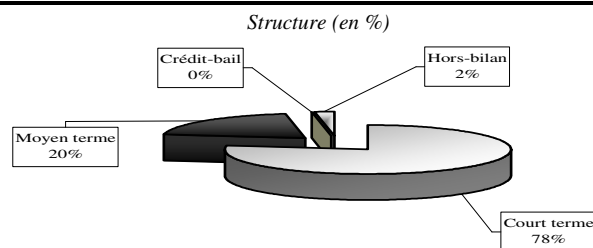
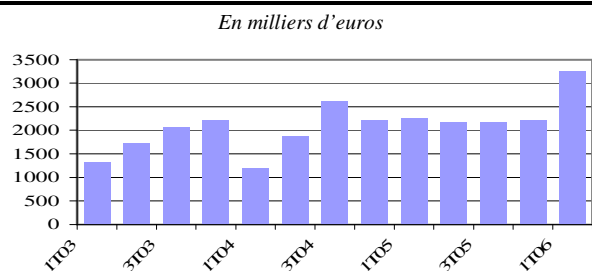
Répartition des risques par secteur au 31 mars 2006 (milliers d'euros et %)



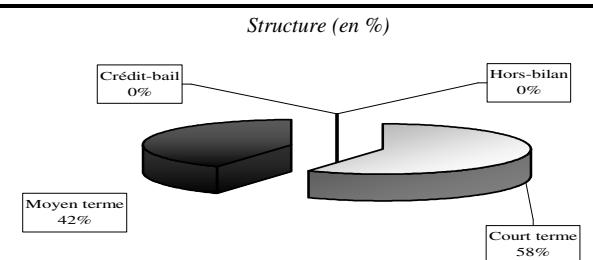
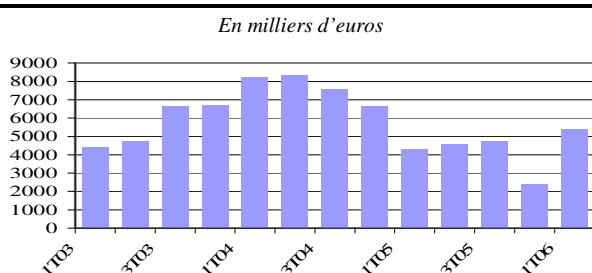
Evolution globale



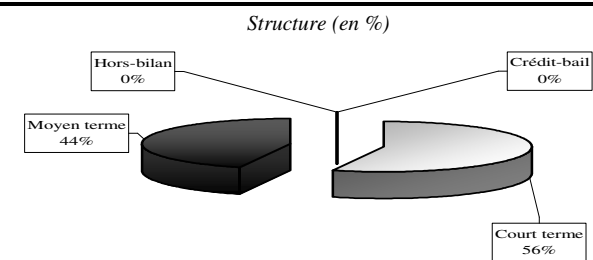
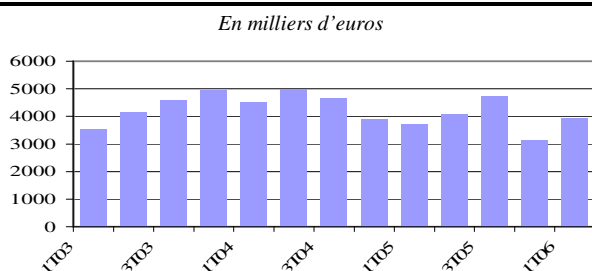
Secteur primaire



Industrie

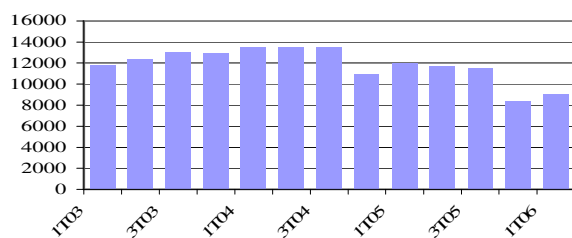


Construction

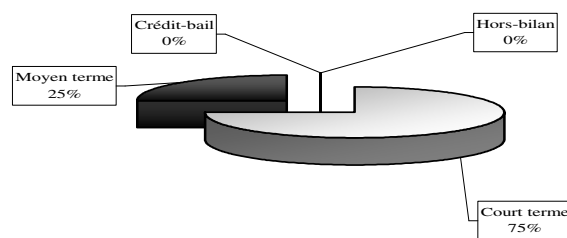


Commerce

En milliers d'euros

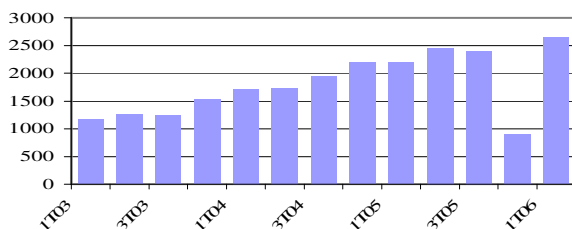


Structure (en %)

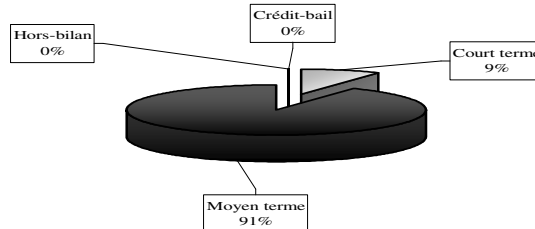


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

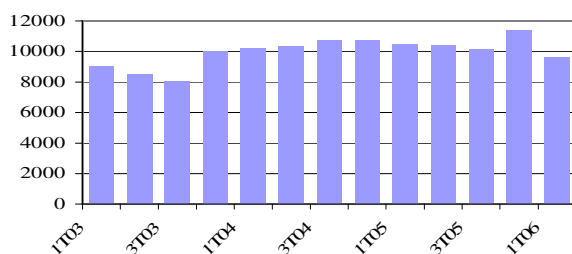


Structure (en %)

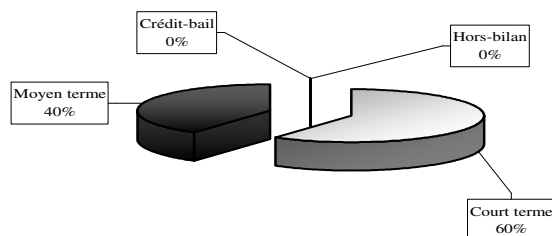


Transports et télécommunications

En milliers d'euros

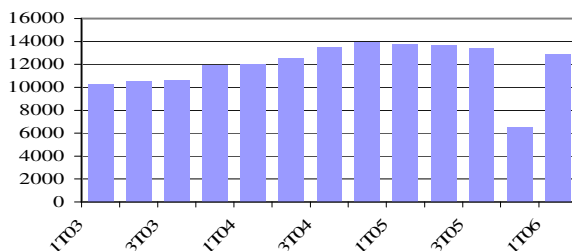


Structure (en %)

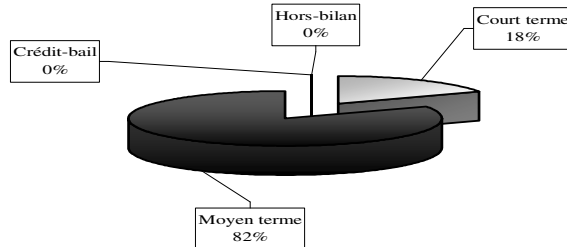


Immobilier, location et services aux entreprises

En milliers d'euros

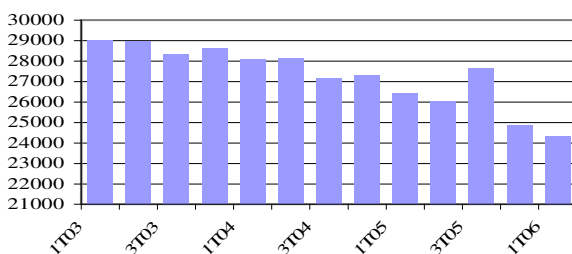


Structure (en %)

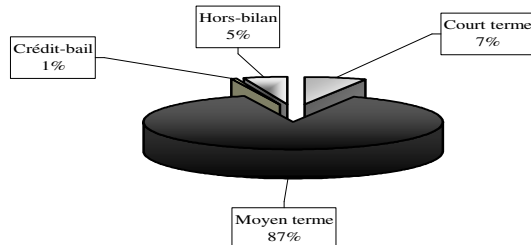


Administration

En milliers d'euros

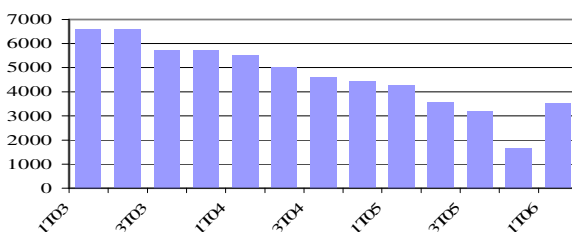


Structure (en %)

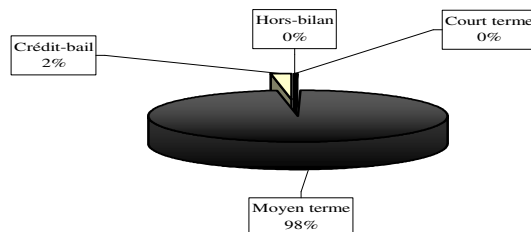


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



Structure (en %)



7. Rappel des taux

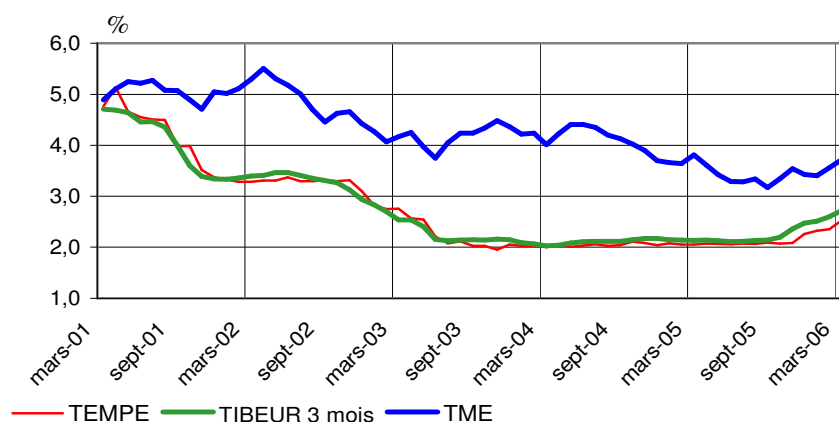
7.1 Taux règlementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (08/03/2006)	2,50 %
Taux de la facilité de dépôt (08/03/2006)	1,50 %
Taux de la facilité de prêt marginal (08/03/2006)	3,50 %

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1 ^{er} février 2006)									
Livret A et bleu	2,25%	Codevi	2,25%	LEP	3,25%	PEL	2,50%	CEL	1,50%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)	2,05%
ANNEE 2006 (JO du 07/02/06)	2,11%

7.2 Principaux taux de marché



7.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 1 ^{er} trim. 2006 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} avril 2006
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	4,35%	5,80%
	- Prêts à taux variable	4,11%	5,48%
	- Prêts relais	4,26%	5,68%
	Autres prêts		
ENTREPRISES	- Prêts ≤ 1 524 € (*)	15,16%	20,21%
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	13,36%	17,81%
	- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	6,30%	8,40%
	Découverts en compte (**)	10,00%	13,33%
	A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.		

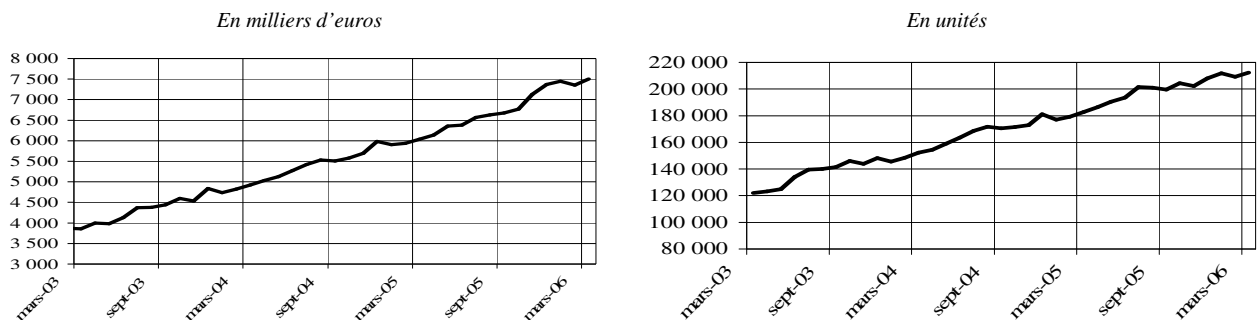
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

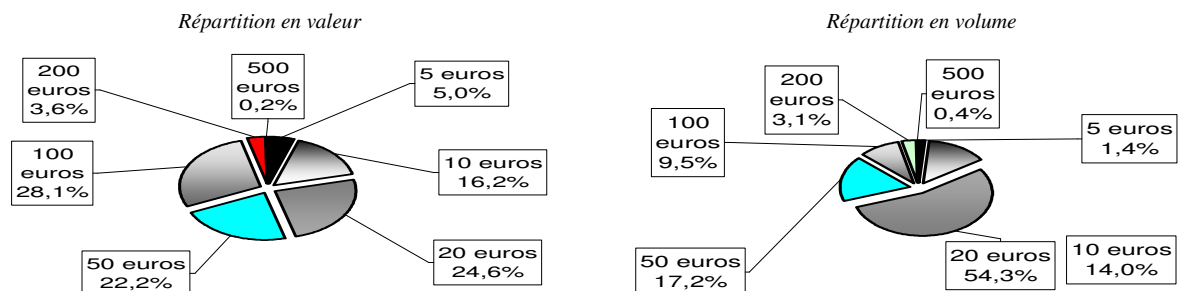
8. Monnaie fiduciaire

8.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)



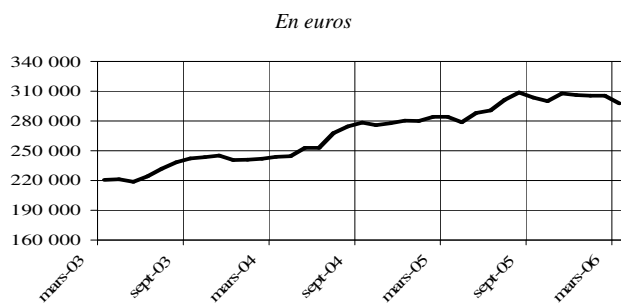
Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de billets au 31 mars 2006



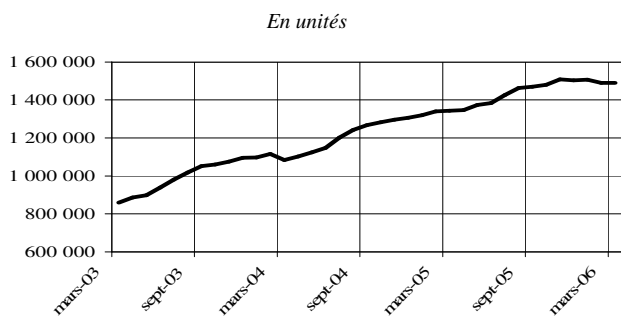
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

8.2 Emission mensuelle de pièces euros

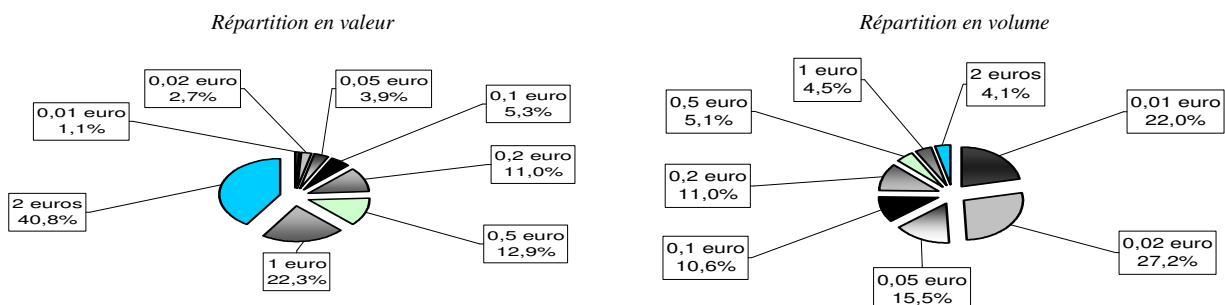
Emissions nettes cumulées de pièces (*)



Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de pièces au 31 mars 2006



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER

Directeur de la publication : A.VIENNEY
Responsable de la rédaction : B.RATAFIKA
Edition : IEDOM
Dépôt légal : juin 2006 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

BP 4202, 22 place du Général de Gaulle

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 0508.41.06.00 – Télécopie : 0508.41.25.98

Site internet : www.iedom.fr